

BAISSE DU TAUX DE CHANGE FACE A L'APPAUVRISSMENT OU L'ENRICHISSEMENT DE LA POPULATION CONGOLAISE : APPROCHE PAR L'INDICE DE LASPEYRES.

Clinton NZAU MUANDA

Université de Matadi

clintonnzau10@gmail.com

+243 899921517, 970690242

Résumé :

Le présent article porte sur la réduction du taux de change face à l'appauvrissement ou l'enrichissement de la population congolaise. L'objectif assigné étant de cerner le rôle du taux de change dans le fonctionnement d'une économie. Pour y parvenir, nous avons usé des techniques documentaires, d'observation et d'une méthode d'analyse, axée sur l'indice de LASPEYRES durant la période allant de 2020 à nos jours.

Après analyse des données, nous confirmons que la décision prise récemment par l'autorité monétaire est inopportune bien qu'elle diminue, selon l'indice de Laspeyres, le coût du panier des biens et services et elle est discriminatoire ; car elle améliore le pouvoir d'achat de la population qui utilise et/ou rémunérer en monnaie nationale contre ceux qui sont payé en dollars. Pour que cette décision soit pérenne, l'état congolais doit mettre en œuvre une politique de production à grande échelle, gage d'exportation.

Baisse, taux, appauvrissement, enrichissement.

Summary

This articles is about reducing the exchange rate in relation to improverishment or enrichment of Congolese population the assigned objective is to determine the role of exchange rate in an economy's operation to accomplish this, we used documentary techniques, observation and an analytical method focused on the laspeyres index during the period from 2020 to today.

After data analysis, we confirm that the recent decision taken by the monetary authority is inappropriate although it does decrease, depending on the laspy index, the cost of shopping for goods and services and it is discriminatory because it improves purchasing power of people who use and/or are paid in

national currency versus those who are paid in dollars for this decision to last, the Congolese state must implement a large-scale production policy guaranteeing exports.

Diminution, rate, improverishment, enrichment.

Introduction

Une bonne orientation de la politique monétaire est indispensable au bon fonctionnement de l'économie. Si elle est trop expansionniste, elle engendre l'inflation, ce qui nuit à l'activité réelle. A l'inverse, lorsqu'elle est trop restrictive, elle génère une récession caractérisée par la baisse de la production et la hausse du chômage. Dans des cas extrêmes, elle provoque la déflation. Ainsi, certaines banques centrales, en dehors de leur objectif prioritaire de stabilité des prix, visent également la croissance économique, la lutte contre le chômage, où la stabilité des taux d'intérêt ainsi que celle des marchés financiers et de changes (Kpégo Didier Anatole GBENOU 5).

Ainsi, M. de Mourgues donne trois définitions du terme monnaie selon les approches institutionnelle, fonctionnelle et propriétés de la monnaie. En effet, la monnaie du point de vue *institutionnelle*, est l'instrument d'échange qui permet l'achat immédiat de tous les biens, services et titres sans coûts de transactions ni coûts de recherche et qui conserve la valeur entre deux échanges. C'est un phénomène social car elle repose sur la confiance des agents dans le système qui la produit.

Alors que *l'approche fonctionnelle* confirme que la monnaie est, par nature, l'instrument d'échange universel dont l'existence préalable est la condition de l'échange. Sa détention est rationnellement justifiée par la nécessité soit de rompre les relations de troc soit de différer l'échange en situation d'incertitude. Son utilisation comme numéraire conduit à simplifier le système de prix relatifs. Et enfin, l'approche dite "*de propriétés de la monnaie*", stipule que dans un monde dominé par l'incertitude et la peur du risque, la monnaie est le

bien dont la valeur relative est la plus stable et qui présente une supériorité absolue sur les autres biens pour conserver le pouvoir d'achat en minimisant les risques. C'est la raison pour laquelle elle sera toujours acceptée dans l'échange contre n'importe quel bien " (Moodle).

Nul n'ignore que la monnaie occupe une place prépondérante dans l'existence de l'être humain. Ce qui a mené Christian HELLEBODE a démontré les trois fonctions d'une monnaie. Il fait mentions : des fonctions économiques ou traditionnelles de la monnaie à côté des fonctions modernes de la monnaie.

En effet, la monnaie est tellement présente dans nos économies qu'il paraît simple de la définir dans une première approche par ses fonctions, son utilité. Un bien constitue la monnaie si, et seulement si, il sert *d'intermédiaire général* dans les échanges, de *réserve de valeur* et *d'unité de mesure*. Les fonctions de la monnaie sont donc au nombre de trois et ces distinctions avaient déjà été opérées par les philosophes grecs dès l'Antiquité.

La monnaie est l'instrument des transactions ; dans une économie de troc, les biens s'échangent directement contre d'autres biens : un litre de lait équivaut à six œufs. En revanche, dans une économie monétaire, la monnaie sert d'intermédiaire dans les échanges. Ainsi, si l'on possède 500fc, on peut les échanger contre n'importe quel bien en vente sur le territoire, à condition que le prix ne dépasse pas les 500fc. On parle du phénomène de « double coïncidence des besoins ». La monnaie est une « créance sur l'économie » dans la mesure où elle permet d'acquérir tous les biens disponibles ; la monnaie peut être échangée contre n'importe quel bien, et c'est pour cette raison que sa liquidité est dite parfaite.

La monnaie est aussi une unité de compte et a une fonction de numération. Elle a été introduite pour exprimer la commensurabilité des objets d'échange ; elle sert à évaluer les biens et les services échangés et les revenus versés. Grâce à la monnaie, il est possible d'évaluer la valeur relative des différents

biens, car le prix de ces derniers est exprimé à l'aide de la monnaie. C'est la monnaie, ici le franc congolais, qui permet d'établir cette comparaison de la valeur des différents biens. La monnaie joue le rôle de mesure et elle est cette référence à laquelle il est possible de comparer tous les autres biens. On parle de numéraire pour désigner cette fois de dénombrement. Enfin, la monnaie est une réserve de valeur car, au lieu de dépenser immédiatement la monnaie dont on dispose, on peut décider de l'utiliser ultérieurement. Elle a une fonction de réserve de valeur parce qu'elle permet de transférer le pouvoir d'achat dans le temps et constitue à ce titre, une partie des avoirs des agents économiques ; ils conservent de la monnaie pour des motifs de précaution, de transaction ou éviter des pertes en capital sur des biens dont la valeur peut baisser. L'idée de réserve intervient dès que l'on observe que les opérations d'échange sont disjointes dans le temps (*Christian HELLEBODE*).

En outre, les différents types de monnaie se classent principalement en monnaie fiduciaire (billets et pièces), monnaie scripturale (dépôts bancaires, chèques) et monnaie électronique (paiements en ligne, cartes, crypto-monnaies).

Nous abordons la question de la monnaie puisque la monnaie est un instrument indispensable au bon fonctionnement de l'économie. En effet, une économie fondée sur la monnaie est beaucoup plus efficace qu'une économie qui reposerait sur le troc et où il serait nécessaire pour chaque agent économique d'identifier un autre agent ayant l'exact besoin opposé de bien ou de service. Les historiens de l'économie ont d'ailleurs montré que les sociétés dans lesquelles des échanges existent se fondent toujours, même partiellement, sur des instruments de nature monétaire. Les coquillages, le blé, le sel utilisés durant l'antiquité étaient de fait des monnaies-marchandises. De même, des écritures comptables sur des tablettes d'argile ont été retrouvées en mésopotamie, plus de 2000 ans avant notre ère.

Ensuite elle est au cœur des préoccupations des citoyens. Ainsi, les questions de pouvoir d'achat ou d'inflation sont étroitement liées à la valeur de la monnaie. De même, l'émergence des crypto-actifs, à la fin des années 2000, a engendré de vifs débats sur leur utilité en comparaison des monnaies en circulation.

Et enfin, la monnaie est l'un des attributs de la souveraineté des États. En France, comme dans les vingt États membres de l'union européenne qui composent la zone euro, la monnaie est l'euro. Les agents économiques peuvent détenir d'autres unités monétaires, émises par des pays étrangers. On parle alors de devises. Celles-ci peuvent être utilisées, par exemple, pour régler des fournisseurs étrangers ou pour épargner. Néanmoins, ces devises étrangères n'assurent pas pleinement les trois (3) fonctions de la monnaie hors de leur territoire de rattachement. Ainsi, en zone euro, même le dollar des États-Unis, monnaie très demandée, ne sera pas aisément accepté pour régler des achats de consommation courante, hormis dans les quartiers les plus touristiques. Pour autant, certaines monnaies sont très utilisées dans le monde, pour échanger, s'endetter ou constituer des réserves. On parle alors de monnaies internationales, parmi lesquelles l'euro, le dollar des États-Unis, la livre sterling, le yen japonais et le yuan chinois (Banque *de France*).

En ce qui nous concerne, partant de ce que la banque de France formule comme explication à la question monnaie, figure également des problèmes liés à cette dernière. D'où l'objet de la présente investigation principalement centrée sur le taux de change et la situation socioéconomique de la population congolaise en générale.

Notre intérêt scientifique sur la thématique s'explique par la place que la question du taux de change occupe actuellement dans la société congolaise. Pour ce faire, nous cherchons premièrement à comprendre le rôle ainsi que l'impact du taux de change sur le pouvoir d'achat des ménages, sur le budget des

entreprises tant publiques que privées et même sur le budget de l'Etat dans son ensemble. Mais aussi, comprendre le pourquoi et/ou comment de l'appréciation ou dépréciation d'une monnaie nationale face à une devise étrangère.

En effet, les problématiques du taux de change incluent la volatilité, qui peut impacter négativement les entreprises et l'économie, l'instabilité des capitaux dans les pays émergents, les effets sur la balance commerciale, les défis liés au maintien de taux de change fixes et la nécessité d'une gestion efficace face à des facteurs multiples comme la politique monétaire et la situation économique (*Vie publique*).

Il y'a de cela quelques semaines que le gouverneur de la banque centrale du Congo, BCC en sigle, a pris plusieurs dispositions pour baisser le taux de change, notamment l'injection directe de 50 millions de dollars sur le marché de change en août 2025, l'actualisation du taux de change sur la réserve obligatoire en devises, la mise en place d'une organisation plus transparente du marché et une amélioration de la gestion de la liquidité bancaire. Par ailleurs, le taux directeur a été baissé de 25 % à 17,5 % en octobre 2025, une mesure de politique monétaire qui vise à assouplir les conditions de crédit.

En République démocratique du Congo (R.D.C), le franc congolais connaît une appréciation depuis deux semaines. Il a augmenté de 9,1% depuis le 19 septembre 2025, selon les autorités, qui y voient le signe des efforts dans la mise en œuvre de politiques monétaires et budgétaires. Une augmentation face au dollar américain qui est l'autre monnaie utilisée dans le pays (*rfi*).

En effet, le taux de change (on dit aussi le cours de change ou la parité) d'une monnaie (ou devise) est le prix de celle-ci par rapport à une autre. On parle de devise pour désigner la monnaie d'un pays étranger. Ce terme est donc fréquemment employé en matière de change (*Banque de France*).

Actuellement en RD. Congo, celui qui avait 100.000Usd en franc congolais, c'est-à-dire 100.000×2900 (l'ancien taux de change), soit 290.000.000fc, en a 138.000Usd aujourd'hui. Et celui qui avait 100.000Usd en dollars américain, en a aujourd'hui, au taux de 2300, 230.000.000fc. Nous constatons d'une part, un enrichissement et d'autre part, un appauvrissement dans le chef d'une même population. Hors, en grande partie, la part de la population qui utilise plus les devises est constituée des acteurs prenant part d'une manière active, directe ou indirecte au commerce international ainsi que la plupart des entreprises privées.

Dans cette catégorie, la plus touchée est l'importateur. Un importateur est une personne (physique ou morale) qui achète des biens ou des services à l'étranger pour les introduire dans son propre pays afin de les revendre ou de les utiliser. Il s'agit de l'acheteur dans une transaction commerciale internationale, et il est responsable du processus d'importation, y compris le paiement des droits de douane et des taxes (*Eurofiscalis*). Il convient de signaler que le paiement à l'international se fait à l'aide des devises. Il sied de signaler également la perte de la valeur d'épargne congolaise en dollars, baisse du pouvoir d'achat des ménages congolais rémunérer en dollars américain,...

En outre, la partie de la population qui bénéficie de la situation c'est bien les ménages congolais payé en franc congolais, à l'instar des fonctionnaires de l'Etat, la valorisation de l'épargne congolaise en franc congolais, l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages congolais rémunérer en monnaie locale,...

Suite à ce constat, amère pour certains et bénéfique pour d'autres, nous avons trouvé opportun d'investiguer envie d'apporter éclairage entant que scientifique, mais également, de donner notre point de vue, qui sera forgé sur base des théories existantes à la matière, tout en tenant compte de la situation

extravertie de l'économie congolaise et/ou de l'état actuel de son appareil productif et industriel.

De ce qui précède, une seule question retient notre curiosité scientifique et elle est formulée de la manière suivante :

- ✚ La décision de baisser le taux de change est-elle opportune ou inopportune à l'Etat actuel de l'économie congolaise ?

Partant de cette question, nous formulons l'hypothèse ci-après : Compte tenu des préalables qui prévalent en la matière, et de la jurisprudence, nous disons que c'est inopportun de baisser le taux de change à l'Etat actuel de l'économie congolaise. En effet, à court terme, une telle décision sera discriminatoire car elle sera bénéfique à ceux qui détiendront de la monnaie nationale, suite à la baisse considérable du taux de change et en défaveur de ceux qui gardent les devises. Ensuite, cette situation serait apparente à un vol organisé des autorités congolaises, car en injectant les dollars américains, elle retire le franc congolais du marché au taux de 2100fc/dollar américain en lieu et place de 2900fc/dollar ; en réinjectant le franc congolais au taux de 2200fc/dollar, nous constatons qu'il y'a gain en capital de l'ordre de 800 par dollar injecté, soit de 2900 à 2100 que l'état à travers la banque centrale bénéficie.

A court terme, la décision a un effet positif sur la monnaie locale, qu'advierait-elle à moyen et long terme puisqu'avec le temps, la masse monétaire injecter sur le marché sortira du circuit monétaire national par le biais des importations, une situation qui nous ramènera à la case de départ et risquerait d'empirer la situation si et seulement si le pays demeure dans son état actuel d'extravertie caractérisé par la production de subsistance, donc faible ou carrément nulle couplé d'une absence d'exportation, gage d'entrée des devises pour une nation.

En outre, ne pouvant pas parler de la croissance sans production, et ne pouvons guère envisager les exportations sans une

production à grande échelle ; or, l'entrée des devises dans un territoire national est en grande partie fonction des exportations, suite à l'unique moyen de paiement au commerce international qui est le devise. En suivant la logique de fonctionnement de loi du marché de Jean BATISTE SAY, est principalement celle de l'offre et de la demande, qui détermine le prix d'équilibre par la rencontre entre acheteurs et vendeurs. Lorsque l'offre est supérieure à la demande, les prix baissent, et quand la demande est supérieure à l'offre, les prix augmentent, conduisant le marché à s'ajuster vers un prix où l'offre égale la demande. Dans le cas d'espèce, l'économie congolaise n'étant pas en mesure d'exporter à grande échelle présentement, et suite à l'injection récente des devises sur le marché monétaire par la banque centrale, une situation qui a inondée les devises, principalement les dollars sur le marché. Comme il y'a abondance des devises sur le marché, le prix d'acquisition de ce dernier c'est-à-dire le taux de change diminue.

1. ORIENTATION METHODOLOGIQUE

Pour mener à bien la présente investigation nous avons utilisés une multitude des techniques et méthodes. Nous avons usé entre autre :

- 1.1.* Technique documentaire, indispensable dans la construction d'une base des données théoriques en rapport avec le sujet. Elle est constituée essentiellement des documents scientifiques (ouvrages, article, note de cours, travaux empiriques, mémoires, thèses, internet ...) ;
- 1.2.* Technique d'observation, elle nous a permis d'observer tout au long de la réalisation du présent travail, les réalités sur la fluctuation du taux de change et son influence sur le prix des biens et services dont certains feront l'objet de nos analyses ;

1.3.Méthode analytique, nous a permis de décomposer et d'analyser systématiquement toutes les informations collectées auprès de différentes institutions monétaires tant nationale qu'internationale.

La faisabilité de la partie analytique du présent travail, nous a poussé à utiliser les données secondaires tirées des différents rapports de la banque centrale du Congo et autres institutions internationales monétaires sur le taux de change, taux d'intérêt directeur, indice général du niveau de prix de 2020 à nos jours pour estimer ou faire des projections dans le temps sur la valeur monétaire grâce à l'indice de LASPEYRES suite au changement considérable du taux de chance.

En effet, la méthode de l'indice de Laspeyres qui est un outil utilisé en économie pour suivre l'évolution du coût d'un panier fixe de biens et services. Il nous aide à comprendre comment les prix augmentent ou diminuent au fil du temps, ce qui nous donne un aperçu de l'inflation ou de la déflation. L'indice de Laspeyres est couramment utilisé pour calculer les indices des prix à la consommation (I.P.C.), qui suivent le coût de la vie (*Binance Academy*).

a. Fonctionnement de l'indice de Laspeyres

L'indice de Laspeyres utilise un ensemble de biens et services d'une période de référence (une heure de début spécifique). Ces biens et services ont des quantités et des prix enregistrés au moment de la période de référence. L'indice compare ensuite le coût de ces mêmes articles à une période ultérieure, en utilisant les mêmes quantités, mais des prix actualisés.

b. Formule

La formule de l'indice de Laspeyres est la suivante :

Indice de Laspeyres = $\frac{\sum(P_t.Q_0)}{\sum(P_0.Q_0)} \times 100$, ou :

- \sum indique la somme des éléments qui la suivent.

- P_t est le prix d'un bien ou d'un service dans la période en cours.
- P_0 est le prix d'un bien ou d'un service au cours de la période de base
- Q_0 est la quantité d'un bien ou d'un service au cours de la période de référence

c. Interprétation

- Un indice de Laspeyres supérieur à 100 indique que le coût du panier de biens et services à augmenter par rapport à la période de référence ;
- Un indice de Laspeyres inférieur à 100 indique que le coût du panier de biens et services à diminuer par rapport à la période de référence ;
- Un indice de Laspeyres de 100 indique que le coût du panier de biens et services est resté le même depuis la période de référence.

N.B. : En maintenant les quantités de biens et de services fixes et en actualisant uniquement leurs prix, l'indice de Laspeyres peut fournir une image claire de l'inflation ou de la déflation. Bien qu'il soit couramment utilisé pour les biens et services de tous les jours, il peut également être adapté pour suivre l'évolution des prix des crypto monnaies. (*Binance Academy*).

2. REVUE DE LITTÉRATURE

Avant toute chose, il convient de rappeler certaines notions de la monnaie, la politique monétaire, du taux de change et présenter une brève notion sur la banque centrale dans le but de mieux comprendre le contour de la question sur le taux de change.

2.1. Brève historique et définition de la monnaie

Le terme « monnaie » vient de la déesse romaine Juno Moneta, dont le temple était utilisé pour frapper les pièces à l'époque de la Rome antique. La monnaie peut être définie par ses usages, c'est-à-dire par ses fonctions économiques. Cette approche

fonctionnaliste est très ancienne puisqu'on la tient du philosophe grec Aristote (- 384 à - 322). Ainsi, pour qu'un instrument soit considéré comme de la monnaie, il doit remplir trois fonctions : être une unité de compte, un intermédiaire des échanges et une réserve de valeur (*Banque de France*).

La monnaie est un bien économique qui a trois fonctions : un instrument d'unité de compte (une référence pour estimer un prix) ; un instrument d'échange (un moyen de paiement) ; et un instrument de réserve de valeur (stockée en espèce, en dépôt ou en épargne). (*Editions Ellipses 10*).

2.2. Différentes approches du phénomène et politiques monétaire

2.2.1. Pour les économistes classiques

Pour les classiques, les phénomènes monétaires n'ont pas d'incidence sur les conditions de l'échange. La monnaie est un « voile » derrière lequel « les biens s'échangent contre des biens » (loi de Say).

Cette formulation devait être formalisée par Irving Fisher dans la théorie quantitative de la monnaie, au terme de laquelle le stock de monnaie ne détermine que le niveau général des prix : la masse monétaire (M) multipliée par sa vitesse de circulation (V) est égale au volume de production (T) multiplié par le niveau général des prix (P). Cette théorie suppose que V est stable et que T, déterminé par les facteurs de production disponibles et la productivité de ces facteurs, constitue également une variable exogène. En conséquence, toute variation de M se traduit directement par une variation de P.

Dès lors, toute augmentation de la masse monétaire qui n'accompagne pas une hausse de la production, se traduit essentiellement par l'inflation et, réciproquement, il est possible de lutter contre l'inflation en restreignant la masse monétaire, sans conséquence sur le niveau réel de la production

2.2.2. Pour les économistes keynésiens

En réaction aux politiques de restriction monétaire mises en œuvre lors de la crise de 1929, dont il jugeait les conséquences catastrophiques, Keynes allait s'inscrire en faux contre la théorie classique, estimant notamment que : la monnaie peut être désirée pour elle-même (les motifs de « spéculation » et de « précaution » s'ajoutent au motif de « transaction » pour déterminer la demande de monnaie), ce que désigne le concept keynésien de « préférence pour la liquidité », les prix sont fixes à court terme, l'offre ne crée pas sa propre demande mais dépend de la demande anticipée par les entrepreneurs (concept de « demande effective »).

Les keynésiennes montrent que la politique monétaire peut s'avérer indispensable pour parvenir au plein emploi, auquel les lois du marché ne conduisent pas spontanément. Dans une situation de sous-emploi, il convient d'accroître la quantité de monnaie pour que les taux d'intérêt baissent et que, par conséquent, l'investissement augmente, jusqu'à ce que le plein emploi soit réalisé. Cet enchaînement n'est pas préjudiciable à l'épargne, celle-ci ne dépendant pas des taux d'intérêt, mais du revenu. Toutefois, il arrive que la politique monétaire soit inefficace. Dès lors que le taux d'intérêt a diminué jusqu'à un certain seuil, la « préférence pour la liquidité » devient absolue et l'augmentation de la quantité de monnaie ne se traduit plus par une baisse des taux d'intérêt. Cette situation est connue dans la théorie keynésienne sous la désignation de « trappe à liquidités ». La logique keynésienne a inspiré les politiques économiques occidentales au sortir de la Seconde guerre mondiale, jusqu'à ce que la crise économique des années soixante-dix, marquée par la conjonction d'une accélération de l'inflation et de la montée du chômage, suscite un retour à des pratiques monétaires « orthodoxes » (SENAT 9).

2.3. Taux de change

Le taux de change réel est une variable clef des résultats macroéconomiques d'un pays. Il peut servir à mesurer la compétitivité internationale, la croissance et le volume des échanges d'un pays, et a donc une forte influence sur les résultats économiques. Les fluctuations du taux de change peuvent causer des crises financières et des crises de la balance des paiements, mais elles peuvent également soutenir l'emploi, la croissance de la production, le développement économique et, par conséquent, la qualité de vie dans un pays.

Le taux de change sert de pont macroéconomique entre l'économie domestique et le reste du monde via le marché des biens et le marché des actifs. De plus, il engendre des liens microéconomiques impliquant l'allocation des ressources.

Un taux de change réel compétitif oriente les ressources vers le secteur des biens marchands, ce qui est reflété dans le marché des facteurs par l'intermédiaire de la réaffectation des ressources (Moosa et Bhatti 2010). Par ailleurs, la politique monétaire est également un élément clef de tout système économique favorable à la croissance, en particulier dans les pays en développement.

Une politique monétaire avant-gardiste et indépendante ne met pas l'accent seulement sur la stabilité des prix, mais également sur d'autres objectifs de développement dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les taux de change des pays développés et des pays en développement ont grandement fluctué au fil du temps, car de nombreux pays naviguent entre différents régimes de change. Ces tendances ont suscité un intérêt pour l'analyse des coûts et des avantages des différents systèmes de taux de change, facteurs qui pourraient causer les fluctuations et des mesures correctrices possibles.

Plus particulièrement, les fluctuations substantielles des taux de change nominal et réel ont soulevé la question de savoir si un

petit ensemble de fondamentaux économiques identifiés par des chercheurs influencent de manière systématique les taux de change (Boke et Doganay 2014). Compte tenu du rôle que le taux de change joue dans les résultats économiques, sa gestion et l'établissement d'un régime de change optimal et durable sont devenus un des principaux défis macroéconomiques auxquels font face les autorités monétaires et les banques centrales en Afrique.

Le choix d'un régime de change est conditionné par différents facteurs, notamment les objectifs poursuivis par les décideurs, les sources des chocs économiques et les caractéristiques structurelles de l'économie. Quel que soit le régime sélectionné, les autorités doivent ajuster leurs politiques macroéconomiques (politiques budgétaires et monétaires) pour qu'elles correspondent à la politique de change choisie. Les gouvernements ont recours à la politique monétaire pour influencer les agrégats monétaires, comme la masse monétaire, les taux d'intérêt et le taux de change, dans le but d'atteindre les objectifs des politiques macroéconomiques que sont le plein emploi, la stabilité des prix, une balance des paiements favorable et la croissance économique (Nation unies 1).

2.4. Notion sur la Banque Centrale

Une banque centrale est une institution financière, le plus souvent publique, en charge d'un ensemble de missions dont les plus courantes sont l'émission de la monnaie, la conduite de la politique monétaire et la supervision des paiements. Au titre de leurs missions monétaires, l'objectif principal des banques centrales, dans la plupart des économies avancées, est de maintenir la stabilité des prix. D'autres objectifs peuvent leur être confiés comme, par exemple, le plein emploi ou la stabilité financière.

Les banques centrales ne sont pas des banques commerciales. Elles ne recherchent donc pas le profit et ne sont pas soumises

aux mêmes contraintes financières que les établissements privés. En pratique, cela signifie que la plupart des banques centrales pourraient perdre de l'argent au point d'avoir des fonds propres négatifs tout en continuant à fonctionner parfaitement normalement. Il est pourtant difficile d'imaginer un scénario si extrême qu'il les obligerait à transiger sur leurs objectifs stratégiques afin de continuer à régler leurs factures. (D. Archer et P. Moser Boehm 1).

2.4.1. Théories sur la masse monétaire

Une masse monétaire est la quantité de monnaie en circulation dans une économie. En effet, elle joue un rôle important pour réguler l'activité économique en influençant l'inflation, le taux d'intérêt et la croissance économique.

La compréhension de la masse monétaire fait naître la notion du taux d'intérêt. En effet, le taux d'intérêt de court terme équilibre une demande de monnaie stable et une offre de monnaie fixée de façon exogène par la Banque centrale.

Une courbe L.M aboutit à long terme là où le taux d'inflation est entièrement fixé par la politique monétaire. La pensée macroéconomique dominante en déduit un lien direct entre monnaie et inflation. Il s'agit là d'un artefact, ce résultat disparaît si la description de la politique monétaire est conforme aux pratiques effectives des banques centrales qui fixent chaque période le taux d'intérêt du marché monétaire en tenant compte un large ensemble d'informations. Dans ce cas, la politique budgétaire et la politique monétaire ont des rôles symétriques dans la détermination à court comme à long terme de l'inflation et de la production. (Jérôme Creel, Henri Sterdyniak 523).

La courbe LM est basée sur l'hypothèse d'une coïncidence entre les actifs liquides nécessaires pour les transactions, les actifs non rémunérés et les actifs dont la quantité est effectivement contrôlés par la Banque centrale.

Dans une économie financière moderne, il est de moins en moins de monnaie au sens strict est-à-dire actif non rémunéré obligatoirement utilisé dans les transactions. Il existe de plus en plus d'actifs de court terme rémunérés au taux intérêt du marché monétaire utilisables quasi directement dans les transactions de dépôts bancaires ou SICAV monétaires.

Le lien entre le renoncement de la liquidité et le taux intérêt disparaît, la liquidité d'un agent ne peut plus être définie par sa détention actifs de transaction, il existe des actifs rémunérés immédiatement utilisables et que l'agent peut disposer de lignes de crédit mobilisables.

Aussi chaque monétariste choisit-il sa propre définition de la masse monétaire. Pour les uns, la courbe LM doit représenter un marché et doit donc être un instrument de politique monétaire car il ne peut s'agir que de la monnaie centrale (MQ).

Ainsi, certains macroéconomistes, regroupent-ils tous les actifs rémunérés et non rémunérés. La spécificité de la monnaie s'évanouit, l'évolution de la détention de monnaie est alors corrélée avec le taux épargne des ménages. Une hausse du taux d'épargne provoque une hausse de la demande de monnaie et une chute de l'activité. La demande de monnaie dépend positivement des taux intérêt et négativement de la rentabilité des placements boursiers.

2.4.2. Instruments d'action d'une Banque Centrale

Avant de parler des instruments qui matérialisent une politique monétaire prise par l'autorité monétaire, nous jugeons opportun de dire un mot sur la politique monétaire

En effet, les banques centrales se servent de la politique monétaire pour gérer les fluctuations économiques et stabiliser les prix, c'est à dire maintenir l'inflation à un niveau faible et stable. Dans de nombreux pays développés, les banques centrales fixent des objectifs d'inflation explicites. De

nombreux pays en développement s'orientent également vers des régimes de ciblage de l'inflation.

Les banques centrales mènent leur politique monétaire en ajustant l'offre de monnaie, généralement par des opérations d'achat et de vente de titres, appelées «opérations d'open market». Ces opérations ont des effets sur les taux d'intérêt à court terme, ce qui influe ensuite sur les taux à long terme et sur l'activité économique. Lorsque les banques centrales abaissent les taux d'intérêt, on parle d'assouplissement de la politique monétaire. Lorsqu'elles les relèvent, on parle de resserrement ou de durcissement de la politique monétaire (*imf*).

a. Les opérations d'open market

Consistent à acheter ou vendre des titres sur le marché pour influencer la liquidité, la fixation des taux d'intérêt directeurs (comme le taux de dépôt et le taux marginal). En effet, la banque centrale achète des titres (comme obligations d'Etat) pour injecter de la monnaie dans le système bancaire, ce qui augmente la masse monétaire et baisse le taux d'intérêt. Inversement, la vente des titres retire des liquidités.

b. Le taux d'intérêt directeur

Ce mécanisme explique le fait qu'une banque centrale fixe des taux clés (comme le taux de facilité de dépôt et le taux de prêt marginal) qui influencent le coût de l'argent dans l'économie. Ces taux créent un 'corridor' qui limite les fluctuations des taux du marché monétaire ;

c. Les réserves obligatoires

Définissent le pourcentage des dépôts que les banques commerciales doivent placer auprès de la banque centrale. En effet, la banque centrale exige des banques commerciales qu'elles déposent un certain pourcentage de leurs dépôts auprès

d'elle. En augmentant ce taux, la banque centrale réduit le montant d'argent que les banques peuvent prêter, ce qui freine la création monétaire. En diminuant, elle libère des fonds et stimule le prêt.

d. Les facilités permanentes

Elles permettent aux banques d'obtenir des financements ou de placer des liquidités excédentaires auprès de la banque centrale à des taux prédéterminés, établissant ainsi un plafond et un plancher pour les taux du marché monétaire.

e. Taux de réescompte

Historiquement, les banques centrales pouvaient ajuster le taux auquel elles prêtaient aux banques commerciales en se réescomptant des titres, influençant ainsi la liquidité.

3. RESULTATS D'ETUDES EMPIRIQUES

Dans ce point nous présenterons les différentes conclusions de nos prédécesseurs sur la thématique du taux de change. Cette démarche a comme finalité, démontrer le caractère spécifique et original de la présente étude.

Vu l'ampleur et l'importance du sujet dans le vécu quotidien des congolais en particulier et africain en général, nous avons sélectionné, après lecture sérieuse, cinq (5) travaux axés sur la problématique du taux de change en RD Congo. « »

3.1. L'étude menée par KABEYA LOBO Richard, axé sur « Impact des taux de change sur les prix des biens de consommation en République Démocratique du Congo ».

Cette étude apporte des réponses aux problèmes qui affectent l'économie congolaise en clarifiant les facteurs d'instabilité du taux de change et les causes et effets de la hausse des prix sur le

vécu social des Congolais en général et de la ville de Bandundu en particulier.

Lors de l'analyse de cette étude, il convient de garder à l'esprit que l'économie de la République démocratique du Congo est très faible et régulièrement instable. Transformer le franc congolais en une monnaie forte et stable par des mains actives (production) devrait être l'aspiration des autorités et des régulateurs bancaires. Ces autorités ont beaucoup à encourager les gouvernements à donner suite à leurs engagements de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques crédibles et d'accélérer les réformes structurelles, ce qui devrait à terme contribuer à renforcer la stabilité de leurs monnaies tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et à améliorer le pouvoir d'achat de leurs citoyens. A cet égard, cette stabilité renforcée se traduira également par l'accélération du processus de dé-dollarisation par l'application stricte d'un ensemble de mesures visant à utiliser la monnaie du pays comme unité de compte pour toutes les transactions s'il y'a lieu. Il conclut en affirmant que le gouvernement congolais et la banque centrale devraient travailler ensemble pour faire du franc congolais une monnaie stable et forte. La R.D.C doit améliorer sa politique de mobilisation des recettes. Avec l'aide du Fonds monétaire international, le pays a pu renforcer les réserves de la Banque centrale du Congo. En outre, le nouveau gouverneur de la banque centrale appliquera de nouvelles politiques monétaires pour la stabilité de la monnaie du pays et libellera la monnaie nationale dans la ville de Bandundu, qui a pour mission agricole de fournir des biens de consommation à bas prix à la population et aux zones environnantes doit aider le ministre des Finances à lutter contre les flux de revenus pour se stabiliser (KABEYA LOBO Richard 505).

**3.2. *Le Ph.D BAHATI NTUMWA Jachaziel dans son étude
« Politique de change et stabilité macroéconomique :
cas de la République Démocratique du Congo ».***

Ou il affirme, la politique de change joue un rôle important dans la stabilisation économique. Elle suppose en effet l'organisation du marché des changes, dans la perspective d'assurer la convertibilité de la monnaie nationale pour tirer parti des avantages compétitifs de la mobilité internationale des capitaux dans le sens favorable au plein emploi, pour la stabilité de la valeur externe de la monnaie nationale sur le marché, pour l'équilibre de la balance des paiements ainsi que la compétitivité internationale de l'économie nationale. Dans cadre, l'objectif de cette étude est d'analyser le lien entre la politique de change et la stabilité macroéconomique en R.D. Congo, en utilisant des données sur une période de 36 ans (1983 à 2019). Recourant à une démarche économétrique constituée des différents tests de stationnarité et de cointégration, suivis d'une estimation par le modèle à correction d'erreur, nous sommes aboutis aux résultats qui confirment un impact positif et significatif de la politique de change sur la stabilité macroéconomique à court terme. Par contre, à long terme, l'impact est négatif, bien que significatif aussi. Les Autorités de ce pays devraient donc s'appuyer sur des actions capables de maintenir la stabilité du taux de change à court, moyen et long terme (BAHATI NTUMWA Jachaziel 2).

3.3. Eddy MAFUMUKE parlant de « la Fluctuation du taux de change et le pouvoir d'achat de ménages de la commune de Kamalondo en RDC ».

Dans cette étude le chercheur démontre qu'en RD.Congo, depuis plusieurs années, il y'a eu une dépréciation quasi continue de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar. La stabilité du taux de change est un aspect indispensable dans l'évolution de pouvoir d'achat à travers le revenu et le prix de biens et services dans une économie, or il suffit qu'il ait une petite déséquilibre de la conjoncture économique et que le revenu restant stable, ceci aura comme conséquence l'instabilité de prix de biens et services. Les résultats empiriques montrent que toute fluctuation sur le

taux de change entraîne une réaction rapide de l'inflation et que cette réaction semble traduire un degré faible de vie de la population (Eddy MAFUMUKE 2).

3.4. Jonas KIBALA KUMA investigue sur « Contribution à l'explication de la volatilité du taux de change en R.D Congo : Approche par la modélisation VAR ».

Ou il réfléchit sur pourquoi en dépit des multiples interventions des autorités politiques sur le marché de change, le taux de change continu à garder une allure volatile durant la dernière décennie, avec des fortes variabilités les quatre (4) dernières années en R.D Congo ? Telle est la question fondamentale à laquelle apporter quelques éléments de réponse. Cherchant à identifier les facteurs à la base de la volatilité du taux de change en vue d'orienter la politique de change vers la cible du marché de change, cette étude a pour but d'aider l'autorité monétaire à lisser les fluctuations du taux de change et à accroître les réserves de change. Pour ce faire, nous avons fait recours à la modélisation VAR pour déterminer le sens de la causalité entre les variables sous-étude et saisir les impacts des unes sur les autres, grâce à la relation d'interdépendance qu'il permet d'établir entre les variables. Ainsi, après estimation du modèle, les résultats attestent une causalité unidirectionnelle du taux d'inflation au taux de change. En effet, l'on est parvenu à montrer que la variation du taux d'inflation est la cause de la volatilité du taux de change en R.D.C, du moins de 2007 à 2010, bien que la décomposition de la variance nous renseigne sur la faible significativité du taux d'inflation. Il est trouvé qu'aux variations du taux d'inflation correspondent des réactions fidèles (dans le même sens) du taux de change. Par ailleurs, si des variables comme les avoirs nets de l'Etat et le concours au trésor n'ont pas de causalité directe avec le taux de change, du moins, elles sont explicatives dans l'évolution du taux d'inflation, et

partant, le taux de change par ricochet (Jonas KIBALA KUMA 3).

3.5. Les auteurs MBUYI ALLEGRA KABAMBA, L. DEBORAH MATADI ont « analysé sur les fluctuations du taux de change et croissance économique en République Démocratique du Congo ».

Ces deux auteurs étudient les effets du taux de change sur la croissance économique. Leur analyse empirique porte sur la République Démocratique du Congo (RDC) de 1990 à 2019 et s'est appuyée sur la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Les résultats démontrent que les fluctuations du taux de change ont un effet négatif sur la croissance économique. Au regard de ces résultats, nous avons proposé quelques recommandations dont le renforcement de la résilience par la diversification de l'activité économique, la constitution des réserves budgétaires et le relèvement du niveau des réserves internationales. Ces dernières, qui ne peuvent couvrir actuellement que 3 semaines d'importation des biens et services, devraient être progressivement portées au-delà dans une perspective de long terme (MBUYI ALLEGRA KABAMBA, L. DEBORAH MATADI 1).

Pour n'est cité que ceux cinq (5) auteurs et d'autres que nous avons également consulté sans pour autant marquer les résultats de leurs investigations, nous pouvons confirmer qu'aucun travail aborde le sujet dans notre optique, d'où la singularité du présent article.

**4. LE TAUX DE CHANGE FACE A
L'APPAUVRISSMENT OU L'ENRICHISSEMENT
DES CONGOLAIS**

Ce point examine à l'aide de l'indice de LASPEYRES les valeurs monétaires étaler dans le temps pour comprendre les

effets de la diminution du taux de change sur l'amélioration ou la détérioration des conditions de vie de la population congolaise en générale.

4.1. Taux de change et pauvreté des congolais

Le présent point traite du lien entre taux de change et l'appauvrissement dans une société. En effet, nous examinerons et présenterons tout au long de ce point, différentes théoriques sur la causalité entre le taux de change et la pauvreté dans une société.

Le taux de change et la pauvreté sont liés car les fluctuations des taux de change impactent le coût des importations et des exportations, ce qui affecte directement l'économie et le niveau de vie des populations. Un taux de change faible rend les importations plus chères, ce qui peut accroître l'inflation et donc le coût de la vie, tandis que des taux de change instables peuvent décourager l'investissement.

En effet, comme chaque pays possède une monnaie qui lui est propre, le commerce international exige la mise en place d'un système où les pays échangent leurs monnaies. Si un américain souhaite acheter des biens produits au japon, il faut que, à un moment ou à un autre, des dollars soient échangés contre des yen. Le taux de change est le prix de la monnaie d'un pays exprimé en monnaie d'un autre pays; il peut être fixe (ne peut augmenter ou diminuer au gré des variations de l'offre et de la demande de monnaie) ou variable (libre de flotter au gré des variations de l'offre et de la demande de monnaie). Aujourd'hui les principales monnaies utilisées dans le monde sont assujetties à des taux de change variables (flottants), mais les pays interviennent parfois pour essayer de «diriger» les taux de change. Une variation des taux de change peut avoir un effet sensible sur les échanges commerciaux entre pays et sur l'économie intérieure d'un pays. Plusieurs facteurs influent sur les taux de change, notamment les variations des préférences

pour les produits étrangers, les revenus relatifs, l'inflation, les taux d'intérêt et la spéculation sur les valeurs futures des devises étrangères (*CENTRE DU FMI*).

4.2. Taux de change et bien être général

Dans ce point il sera question d'établir un lien entre le taux de change et le bien-être général des ménages en R.D. Congo.

Le taux de change influe sur le bien-être général par ses impacts sur la balance commerciale, le pouvoir d'achat, et l'inflation, comme le décrivent des documents comme celui de la Banque de France et la Vie publique. Une hausse de la monnaie nationale rend les importations moins chères, ce qui peut stimuler la consommation, mais freine les exportations, affectant l'économie globale. À l'inverse, une baisse rend les importations plus coûteuses, pouvant entraîner une hausse des prix et une réduction du pouvoir d'achat, mais favorise les exportations. L'inflation est un facteur clé : une monnaie avec une inflation élevée est moins attractive pour les investisseurs, ce qui peut entraîner une dépréciation et une baisse de la valeur de la devise.

4.3. Projection de la valeur monétaire selon l'indice de Laspeyres

Dans ce point nous émettrons notre point de vue sur la question de la baisse du taux de change et l'appauvrissement ou l'enrichissement de la population congolaise.

Avant toute chose, nous présentons les différentes données des indices des prix des certains biens et services qui feront l'objet de nos analyses pendant la période choisie pour notre étude, soit de 2020 à nos jour. Pour ce faire, pour chaque année nous présenterons les prix de deux biens ainsi que le taux de change, élément essentiel pour indice de Laspeyres.

Tableau n°1 : Répartition des indices des prix des biens Riz et Essence en RDC en monnaie locale

Année	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produit A (Riz)	39000fc	55000fc	68200fc	67.500fc	68500fc	45000fc
Produit B (Essence)	1995fc	2700fc	2450fc	2995fc	2990,49fc	2300fc
Taux de change	1851cdf	2.164,67cdf	1999,75cdf	2307,69cdf	2164,67cdf	2129,95cdf

Source: Wallonio be 2020; Radio okapi 2021; Bcc.

Il convient de signaler qu'en R.D Congo, les prix des biens et services que l'autorité de tutelle fixe, ne pas respecter par les opérateurs économiques suite au manque de suivi sur l'application des mesures prises par les décideurs. Ce qui explique par exemple, pour l'année 2024, le taux de la BCC était fixé à 2164,67cdf/Dollars, mais les banques commerciales appliquaient un taux variant entre 2900 et 2950 le dollar. La même réalité amère pour une panoplie des biens et services.

Ainsi, pour comprendre la valorisation ou réduction de la valeur du patrimoine d'une personne à l'heure où nous vivons une diminution drastique du taux de change, nous avons jugé bon de l'illustrer à l'aide des quelques exemples, pour les 2022-2023 et 2024 et 2025.

a. Calcul de l'indice laspeyres pour les années 2022-2023

Le calcul du coût du panier lors de la période de référence et de la période en cours, 2022-2023 :

Coût lors de la période de référence = $(68200 \times 2) + (2450 \times 60) = 136400 + 147000 = 283400\text{fc}$ soit 141\$.

Coût lors de la période en cours = $(67500 \times 2) + (2995 \times 60) = 135000 + 179700 = 314700\text{fc}$ soit 136\$.

Ensuite calculons l'indice de Laspeyres :

Indice de Laspeyres en Fc = $(314700\text{fc} / 283400) \times 100 = 111$

Indice de Laspeyres en Usd = $(136\$ / 141\$) \times 100 = 96$

En effet, un indice de Laspeyres supérieur à 100 indique que le coût du panier de biens et services à augmenter par rapport à la

période de référence, donc dans le cas d'espèce, le coût du panier des biens riz et essence à augmenter par rapport à l'année de référence de l'ordre de 11 pour le franc congolais. Par contre, pour le dollar américain, le même panier de bien a subi une diminution de 4 par rapport à la période de référence.

Pour la période sous examen c'est-à-dire les années 2022 à 2023, Il sort que l'indice de Laspeyres est de 111 en franc congolais est de 96 en dollars américain. Ce qui signifie que le coût du panier de ces deux biens évolue à sens contraire. En effet, pour le franc congolais, $(111 > 100)$ et pour le dollar $(96 < 100)$ par rapport à la période de référence.

b. Calcul de l'indice laspeyres pour les années 2024-2025
Supposons qu'un panier ménager ayant deux biens, le Riz et le carburant. 1 sac du riz de 25 kg coutait en 2024 entre 68.500fc et le litre du carburant oscillé entre 2990fc. Au cours de la période du baisse du taux de change 2025, les prix ont changé, soit : le sac du riz de 25 kg à 45.000fc et le litre d'essence à 2690fc. Admettons qu'un ménage se ravitaillé pour couvrir le mois à 2 sac du riz et qu'il dispose de deux voitures consommant en moyenne 60 litres / mois. Donc avant changement du taux de change :

$$\text{➤ } 71.000\text{fc} \times 2 = 142.000\text{fc} \text{ soit } 48,9\$ \text{ au taux de } 2900\text{fc}/\text{Dollars}$$

$$\text{➤ } 2900\text{fc} \times 60 = 174.000\text{fc} \text{ soit } 60\$$$

En outre, après modification du taux de change à 2300fc/Dollars, nous avons :

$$\text{➤ } 45.000\text{fc} \times 2 = 90.000\text{fc} \text{ soit } 39.1\$$$

$$\text{➤ } 2600 \times 60 = 156.000\text{fc} \text{ soit } 67,8\$$$

Partiellement, nous constatons la décision de la diminution du taux de change à un effet double pour un même panier des biens. Le bien riz a subit une diminution de 20% tant en Franc congolais qu'en dollars américain, soit de 48,9\$ à 39.1\$ contrairement au bien essence, qui a subi un double mouvement,

c'est-à-dire, une diminution d'au moins 10% en monnaie locale soit de 174.000fc à 156.000fc et une augmentation en devise soit, de 60\$ à 67,8\$ soit une augmentation de 11,5%.

Calcul du coût du panier lors de la période de référence et de la période en cours (2024-2025) =

Coût lors de la période de référence = $(71.000 \times 2) + (29000 \times 60)$
= $142.000 + 174.000 = 316.000\text{fc}$ soit 108,9\$.

Coût lors de la période en cours = $(45.000 \times 2) + (26000 \times 60)$
= $90.000 + 156.000 = 246.000\text{fc}$ soit 106,9\$.

Ensuite calculons l'indice de Laspeyres :

Indice de Laspeyres en Fc = $(246.000\text{fc} / 316.000\text{fc}) \times 100 = 77,8$

Indice de Laspeyres en Usd = $(106,9\$ / 108,9\$) \times 100 = 98,1$

Il sort de nos calculs, pour les années 2024-2025, l'indice de Laspeyres des 77,8 en franc congolais est de 98,1 en dollars signifie que le coût du panier de ces deux biens à diminuer pour le franc congolais ($100 - 77,8 = 22,2$) et pour le dollar de ($100 - 98,1 = 1,9$) par rapport à la période de référence. Nous confirmons qu'il y'a réduction plus proportionnelle entre la population qui utilise le Franc congolais face à ceux qui utilise le Dollars américain de l'ordre de 92%.

4.3.1. Analyse et interprétation des résultats pour les années 2022-2023 et 2024 -2025 selon l'indice de Laspeyres.

La comparaison de ces quatre années nous permettra de comprendre l'évolution du taux de change sur l'amélioration ou la détérioration de la situation socioéconomique d'un ménage ainsi que celle d'autres acteurs économiques à partir d'un panier des biens et services.

En effet, la population qui s'approvisionne en ayant comme monnaie le franc congolais a enregistré une amélioration de leur pouvoir d'achat ainsi que de l'ensemble de leurs avoirs en franc

contrairement à ceux qui utilisent le dollar américain qui ont constaté une diminution leur pouvoir d'achat ainsi que de l'ensemble de leurs avoirs. Ce qui confirme le caractère discriminatoire de l'actuelle politique monétaire qui joue plus en faveur des nationaux.

Par contre pour 2022-2023, le calcul de l'indice de Laspeyres indique une forte élasticité entre deux monnaies pour un même panier de bien. , Il sort que l'indice de Laspeyres est de 111 en franc congolais est de 96 en dollars américain. Ce qui signifie que le coût du panier de ces deux biens évolue dans le sens contraire. En effet, pour le franc congolais, ($111 > 100$) et pour le dollar ($96 < 100$) par rapport à la période de référence.

Nous pouvons déduire que pour les années 2022-2023, la devise primée sur la monnaie nationale, ce qui explique une baisse de l'indice pour le panier des biens et services vendu en dollar américain, et une augmentation de l'indice pour le panier les biens et services écouler en franc congolais. Contrairement aux années 2024-2025, ou le panier des biens et services en franc s'est améliorer par rapport au panier des biens et services en dollar américain. La différence majeure entre les deux exercices, est que pour les années 2022-2023 les écarts de coût du panier est faible, soit (11 pour le franc congolais et 4 pour le dollar, ce qui donne un total de 15) que le coût du panier pour les années 2024-2025 est de l'ordre de 22,2 pour le franc congolais et de 1,9 pour le dollar américain, donnant un total de 24,1. Ce qui confirme que le taux de change appliqué entre 2022-2023 était plus bénéfique à l'ensemble de la population que le taux entre 2024-2025.

En outre, hormis le panier des biens et services, le taux de change impact également le budget de l'Etat. En effet, au moment de son élaboration, il y'a un taux courant qui est pris en compte pour déterminer les volumes des dépenses face aux recettes, les prix des matériaux, les salaires à payer tant pour les entreprises publique que privée,... Une forte fluctuation du taux

de change, peut expliquer d'une part, l'augmentation de l'enveloppe préalablement établit en franc contre une baisse de celle en dollars après reconversion. Dans ce sens, le taux de change peut entraver la politique publique d'un Etat, les décisions stratégiques des entreprises privées et expliquer principalement la contreperformance des succursales des entreprises multinationales évoluant en dans le pays.

CONCLUSION

Au terme du présent article qui a porté sur la réduction du taux de change face à l'appauvrissement ou l'enrichissement de la population congolaise : approche par de l'indice de laspeyres.

Nous avons présenté à la fois les effets positifs et négatifs de la décision de la baisse du taux de change sur l'économie congolais dans son ensemble . Ainsi, pour atteindre l'objectif assigné en élaborant ce travail, nous nous sommes servi des techniques documentaires, d'observation pour la collecter des données et l'indice de laspeyres pour la partie analytique.

Le taux de change ayant un effet direct sur l'existence d'une population dans le sens où il influence le niveau général de prix des biens et services, mais également explique à temps réel, le niveau de la richesse d'un individu en comparant deux monnaie, que nous avons trouvé un intérêt scientifique pour en savoir plus et apporter notre apport scientifique.

Nous avons pour ce faire, commencé par exposer différentes théories sur les concepts clés de notre sujet d'étude, suivi de la méthodologie et d'une économie sur les résultats des études empiriques dans le but de connaitre les résultats trouvés par nos prédécesseurs sur la thématique, pour ne pas tomber dans le déjà analyser.

Il sied de signaler que les données utilisées sont secondaire car elles émanent des différents rapports des certaines institutions

monétaires tant nationales qu'internationales ainsi que d'observation directe faite par nous-même.

Ainsi, après analyse, nous avons trouvé que réellement la décision de revoir le taux à la baisse pour les années 2024-2025, dans le chef du gouverneur de la banque centrale du Congo, est une décision discriminatoire car elle joue plus en faveur de détenteurs de la monnaie nationale que ceux qui détiennent des devises étrangères. Car en effet, l'indice de Laspeyres étant de 77,8 pour le franc congolais contre 98,1 pour le dollar américain, ce qui signifie que le coût du panier de ces deux biens à diminuer pour le franc congolais ($100-77.8=22.2$) et pour le dollar de ($100-98.1=1.9$) par rapport à la période de référence. Nous confirmons qu'il y'a réduction plus proportionnelle entre la population qui utilise le Franc congolais face à ceux qui utilise le Dollars américain de l'ordre de 92%.



Par contre, pour les années 2022-2023, le calcul de l'indice de Laspeyres indique une forte élasticité entre deux monnaies pour un même panier de bien. , Il sort que l'indice de Laspeyres est de 111 en franc congolais est de 96 en dollars américain. Ce qui signifie que le coût du panier de ces deux biens évolue dans le sens contraire. En effet, pour le franc congolais, ($111>100$) et pour le dollar ($96<100$) par rapport à la période de référence.

Nous concluons en disant, bien que cette décision soit bénéfique pour les congolais, car en utilisent le deux monnaie, il y'a diminution de coût du panier pour l'année en cours, mais à court terme. A long terme, En suivant la logique du fonctionnement de loi du marché de Jean BATISTE SAY, est principalement celle de l'offre et de la demande, qui détermine le prix d'équilibre par la rencontre entre acheteurs et vendeurs. En effet, l'offre étant supérieure à la demande, les prix baissent, et quand la demande est supérieure à l'offre, les prix augmentent, conduisant le marché à s'ajuster vers un prix où l'offre égale la demande.

Face à cette réalité économique inévitable, l'économie congolaise n'étant pas en mesure d'exporter à grande échelle

présentement, et suite à l'injection récente des devises sur le marché monétaire par la banque centrale, une situation qui a inondée les devises, principalement les dollars sur le marché ; et comme actuellement il y'a abondance des devises sur le marché, le prix d'acquisition de ce dernier c'est-à-dire le taux de change diminue ; à long terme, toute chose restant égal par ailleurs, cela s'ajustera à un niveau normal, ce qui pourrait amener à une situation plus complexe.

Compte tenu de ces résultats, nous recommandons ce qui suit :

-  La mise en œuvre rapide d'une politique de production à grande échelle, gage des exportations, et par ricochet, l'entrée permanente de devise sur le marché congolais pour éviter une pénurie imminente des devises ;
-  La création d'une police monétaire pour veuille à l'application des décisions monétaires prises par le gouverneur de la banque centrale, car en R.D Congo, nous constatons une anarchie dans la fixation du taux de change.

BIBLIOGRAPHIE

KPEGO DIDIER ANATOLE GBENOU. 2021, Document d'étude et d'analyse économiques intitulé « réexamen de l'efficacité des mécanismes de transmission de la politique monétaire dans l'uemoa », BCEAO;

SENAT. 2009, *Politique monétaire : objectifs, méthodes et nouveaux problèmes*, N°EC-04 ;

MOODLE. *Leçon 1 : Qu'est-ce que la monnaie*, luniversitenumerique ;

Christian HELLEBODE. 2025, «Cours 2 : la monnaie et le financement de l'économie», Académie de Lille, Institut de l'entreprise Melchoir ;

BANQUE DE FRANCE. 2024, *Monnaie : de quoi parle-t-on ?*, banque de France eurosystème, France ;

Vie publique. 2024, *Quels sont les effets du taux de change sur l'économie*, République française ;

RFI. 2025, *Kinshasa, la hausse du franc congolais face au dollar américain ne fait pas que des heureux*, Kinshasa ;

BANQUE DE FRANCE. 2023, *Le taux de change*, Educfi, Banque de France, rubrique ABC de l'économie, France ;

EUROFISCALIS. 2025, *Lexique commerce international : importateur définition* ;

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. 2025, *Politique monétaire et banques centrales* ;

KABEYA LOBO Richard. 2023, «Impact des taux de change sur les prix des biens de consommation en République Démocratique du Congo. Cas de la ville de Bandundu», *Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations Université Peleforo Gon Coulibaly – Korhogo*, RA2LC Spécial n°06, pp.497-506 ;

BAHATI NTUMWA Jachaziel. 2022, « Politique de change et stabilité macroéconomique : cas de la République Démocratique du Congo », *Revue Française d'Economie et de Gestion*, Volume 3 : Numéro 3, pp : 229 – 248 ;

Eddy MAFUMUKE. 2025, « Fluctuation du taux de change et le pouvoir d'achat de ménages de la commune de Kamalondo en RDC », hal-04972495, p2 ;

Jonas KIBALA KUMA. 2011, « investigue sur Contribution à l'explication de la volatilité du taux de change en R.D Congo : Approche par la modélisation VAR », *Working paper n°002/WP.CREQ/12-19 du CREQ*, p3 ;

MBUYI ALLEGRA KABAMBA, L. DEBORAH MATADI. 2021, «les fluctuations du taux de change et croissance économique en République Démocratique du Congo», hal-03346489, p1 ;

BINANCE ACADEMY. 2025, *Indice de laspeyres*, All Rights Reserved;

Banque de France. 2023, « Monnaie : de quoi parle-t-on », rubrique ABC de l'économie, France ;

EDITIONS ELLIPSES. « Les fonctions et les formes de la monnaie», p10 ;

CENTRE DU FMI. 2025, p2 ;

NATIONS UNIES. 2020, «Stabilité du taux de change, réserves de change, politique monétaire et anticipations : le cas du Kenya», Addis-Abeba, certifié ISO 14001:2015. Addis-Abeba, Éthiopie, pp 1-44 ;

WALLONIO BE. 2020, *Conjoncture économique* ;

RADIO OKAPI. 2021, *Baisse de prix de certains produits*, Kinshasa ;

BCC, 2021, *Cours de change*, Kinshasa ;

Banque de France, 2024. *Qu'est-ce qu'une banque centrale* ; France ;

DAVID ARCHER et PAUL MOSER BOEHM, 2013, « les finances des banques centrales », Bis papiers N°71, pp 1-12 ;

JEROME CREEL, HENRI STERDYNIAK, 1999, « Pour en finir avec la masse monétaire », Revue Economique, pp.523 - 533.